



**Direction générale délégué à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat**

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**MISSION D'ÉTUDE POUR L'ACTUALISATION DU
DIAGNOSTIC AGRICOLE DE LA MÉTROPOLE :
PARCELLAIRE EXPLOITÉ, SIÈGE D'EXPLOITATION,
BÂTIMENTS ET DÉLAISSÉS AGRICOLES**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la collecte, la consolidation et l'analyse des données agricoles et foncières nécessaires à la constitution du diagnostic agricole du territoire de Nantes Métropole.

La mission comprendra ainsi la collecte des données, les enquêtes de terrain, l'analyse spatialisée, la synthèse des résultats et la production de livrables destinés au maître d'ouvrage.

Le marché se présentera sous les traits d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

1.2 - Mode de consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu en ce que les prestations ne présentent aucune singularité technique et qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

Néanmoins, les prestations se décomposeront en 3 phases successives définies comme suit :

Phase	Contenu
1	Phase préparatoire de cadrage de la mission et d'élaboration des outils (art. 5.1 C.C.T.P.)
2	Phase d'entretien et de collecte des données (art. 5.2 C.C.T.P.)
3	Phase d'analyse et de restitution (art. 5.3 C.C.T.P.)

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	ETS03 – Études, conseils et assistances en urbanisme
Code CPV	712410009 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

Le marché sera d'une durée de **18 mois**, et ce à compter de la date de sa notification

2.2- Variantes et Prestation supplémentaire éventuelle

Les variantes ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe « Co-traitance »
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes « Données »
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses trois annexes
- Le cadre de Décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement (<i>Case F1 du DC1 à cocher afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un des cas d'exclusion</i>)
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles

Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe « Co-traitance » , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
L'Annexe « Données personnelles » au C.C.A.P., dûment complétée
L'Annexe « Données de la collectivité » au C.C.A.P., dûment complétée (sans que cela constitue une obligation, cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
Le cadre de Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) , dûment renseignée Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.
Une note méthodologique et technique détaillant/précisant: <ul style="list-style-type: none"> l'équipe que le candidat entend affecter à la réalisation des prestations, accompagnée du CV de chacune des personnes qui la composent, en précisant la répartition des tâches entre ses membres ainsi que le rôle et le domaine d'intervention qui leur sont respectivement dévolus;
Compétences attendues
Agronomie et systèmes agricoles : connaissance du milieu agricole et des professionnels agricoles (analyse des différents systèmes de production) ; connaissance des pratiques agricoles locales, diagnostic technico-économique des exploitations agricoles ;
Base de données / SIG : construction et gestion bases de données, production de cartographies, analyses spatiales ;
Animation et concertation : conduite d'entretien, relationnel avec les agriculteurs ; animation réunions ; Connaissance des politiques publiques et stratégie agricole et alimentaire territoriale ; réseau des acteurs agricole et mobilisation ;

- les moyens techniques et autres outils que le candidat entend mobiliser pour la réalisation de la prestation (outils SIG, bases de données agricoles, outils d'enquête et d'analyse, ...) ;
- la compréhension par le candidat de la démarche, de ses enjeux et des attendus de l'étude dans son ensemble et de chacune de ses phases ;
- la méthodologie que le candidat entend adopter pour la réalisation de l'étude (méthode de diagnostic, modalités de mobilisation de la profession agricole et animation des collectifs agricoles pour obtenir les informations souhaitées, approche croisée (terrain + données + acteurs), ...) ;
- le calendrier prévisionnel proposé par le candidat, avec les temps dédiés (en jours) à chacune des phases de l'étude.

Une note « Développement durable », au sein de laquelle le candidat détaillera les mesures qu'il entend déployer afin d'inscrire ses prestations dans une démarche de développement durable

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères et sous-critères	Coefficient
Valeur technique à l'aune de la note méthodologique et technique	55
Qualité, adéquation et complémentarité de la composition de l'équipe que le candidat entend affecter à la réalisation des prestations ; Qualité et pertinence des moyens techniques et autres outils que le candidat entend mobiliser pour la réalisation des prestations	10
Degré de compréhension par le candidat de la démarche, de ses enjeux et des attendus de l'étude, dans son ensemble, et de chacune de ses phases	20
Pertinence de la méthodologie que le candidat entend adopter pour la réalisation de l'étude ; Cohérence du calendrier prévisionnel proposé et des temps dédiés (en jours) à chacune des phases de l'étude	25
Développement durable à l'aune de la note Développement durable	5
Pertinence des mesures que le candidat entend déployer afin d'inscrire ses prestations dans une démarche de développement durable	5
Prix des prestations	40

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre la Décomposition du prix global forfaitaire et l'Acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

En application des dispositions de l'article R2144-4 du Code de la commande publique, l'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 de ce même Code et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du Code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : [**https://marchespublics.nantesmetropole.fr**](https://marchespublics.nantesmetropole.fr)

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt
contact.marches@nantesmetropole.fr